

GÉOGRAPHIE REVISITÉE, VERSION 2
PEUT MIEUX FAIRE, MAIS NE SE DONNE PAS LES MOYENS !

La journée de grève en Isère le 14 octobre 2019 à l'appel de l'intersyndicale a été une réussite tant sur la forme que sur la participation. Le taux de gréviste est proche de 30 %, sur une journée où beaucoup de nos collègues, habituellement mobilisés, planchaient sur leur copie pour le CIS (on croise les doigts pour eux !).



Une quarantaine de grévistes étaient présents pour « l'opération carton » organisée dès 6h30, à la Direction, rue de Belgrade à Grenoble. Soulignons qu'un Directeur adjoint s'est permis de menacer un représentant du personnel, au prétexte que les cartons mis en place l'empêchait d'accéder à son lieu de travail. Après avoir fait le tour du bâtiment, il a cependant pu se faufiler à l'intérieur de la Direction sans entrave.

Au passage, nous avons constaté la différence de traitement des agents puisque, dès 8h15, il était annoncé aux collègues non grévistes de Belgrade (en totale autonomie car, encore une fois, la Direction aura brillé par son absence...) qu'ils pouvaient rentrer chez eux. La journée leur était accordée par la Direction ! Les collègues de Rhin et Danube apprécieront. Pour eux, la gestion du 23 septembre 2019 a été bien différente.

Ce même jour, la Direction avait convié vos représentants à une réunion de présentation des évolutions du projet de Géographie revisitée proposées au Directeur Général et Ministre.

À la demande des agents, le Directeur a présenté ces modifications à l'ensemble des collègues présents (vous pouvez retrouver les grandes lignes de ce projet dans sa lettre du 4 octobre 2019). Ainsi, le « Patron », comme l'appelle dorénavant le Directeur adjoint, nous a précisé que ces évolutions s'expliquent par la *mise en cohérence* du projet initial (tiens donc, il y a encore quelques semaines ce projet était pourtant vendu comme idéal pour tous !!!), dans le respect des principes directeurs de la réforme. Il en ressort tout d'abord que, selon le Directeur, tous les agents ne resteront pas dans leur situation actuelle, mais que ces modifications diminueraient de 40 % l'impact de ce projet par rapport à la version initiale : Monseigneur est trop bon !

Nous constatons surtout, dans ce nouveau projet, un recul pour les sites où les collègues et les élus étaient fortement mobilisés.

Plus nous serons nombreux à nous mobiliser, plus nous obtiendrons satisfaction, à savoir le retrait de ce projet ! C'est donc bien la force du Nous qui s'illustre ici !

Par ailleurs, suite à la circulaire du Premier Ministre du 1^{er} juillet 2019, le Préfet devait proposer aux élus la cartographie des Maisons France Services (MFS), labellisées, de l'Isère dans lesquelles les finances publiques devraient être présentes. Pour information, lors de notre audience obtenue l'après-midi même, le chef de cabinet du Préfet nous a précisé, qu'initialement, il devait être créé un réseau national de 300 MFS au 1^{er} janvier 2020. La préfecture nous indique que, pour l'instant, il n'y a pas de calendrier et que rien n'est encore finalisé. La labellisation devra se faire via le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires...



Il est tout de même à noter dans le projet V2, l'apparition comme par magie d'une MFS à Saint-Jean-de-Bournay dès le 1^{er} janvier 2020... N'y avait-il pas, encore récemment, une trésorerie sur cette commune ?

Le Directeur nous a également indiqué que son projet était basé sur une logique d'accueil fiscal de proximité qui se décline de 4 manières différentes : dans nos services, dans les MFS et en permanence Mairie sur rendez-vous : soit par visioconférence, soit en accueil physique (par des agents de la DGFIP envoyés sur place mais, tout en évitant trop de déplacements d'agents !!!) Cette logique permettrait un service haut de gamme partout sur le territoire !!! Selon le Directeur, l'accueil des usagers est à redéfinir en totalité afin de rendre un service homogène et de proximité.

À ce jour, donc, l'accueil que nous proposons aux usagers est à priori considéré comme *bas de gamme* par notre hiérarchie... 91 % des usagers pensent le contraire puisqu'ils disent être satisfaits de nos services.

Pour finir sur ce sujet, les collègues seront heureux d'apprendre que, d'après le Directeur, « dans les trésoreries aujourd'hui, on ne fait pas d'accueil fiscal de proximité »... Un comble pour les agents qui travaillent dans ces postes !!! Le Directeur a, donc, totalement oublié la notion de guichet fiscal unifié dont la mise en œuvre est déclinée dans la circulaire du 6 mars 2009 relative à l'accueil fiscal de proximité.

Bref, le Directeur se veut rassurant : Ayez confiance ! Concernant l'organisation du travail, il affirme d'ailleurs partager « à 100 % la feuille de route du Directeur Général, à titre personnel, en tant que fonctionnaire ». Du point de vue du calendrier, l'année 2020 ne fera l'objet d'aucune opération de restructuration. Par contre, la géographie revisitée s'accéléra à un rythme soutenu en 2021, 2022 et 2023. En 2023, le projet envisagé serait totalement mis en œuvre. Le Directeur a annoncé que cette nouvelle organisation serait pérenne jusqu'en 2026. C'est tout de même très étrange ce concept de « pérennité provisoire »...

Après 2026 ? La Direction estime qu'il y aura plus de visibilité suite à ce resserrement du réseau. Donc, il faut s'attendre à d'éventuelles évolutions avec un nouvel examen des missions, de l'organisation ainsi que des implantations de services.

Les informations fournies par la Direction, sur ce qui nous attend, ont de quoi donner le tournis. Pourtant, ces propositions locales sont celles remontées à la Direction Générale pour approbation. Pas d'inquiétude et pas de jaloux, il y en aura pour tout le monde !

Collectivement, par les actions des agents, par l'intervention des élus, nous avons déjà obtenu un premier recul de ce projet. Il faut continuer pour que cette journée ne reste pas sans lendemain. Engageons-nous tous dans l'action afin d'obtenir le retrait total de cette réforme.

**Une autre DGFIP est nécessaire et possible !
Le 14 novembre 2019, tous en grève pour exiger
le retrait total de ce projet !**